

Convention collective

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
(LOIR-ET-CHER)
(1^{er} avril 1980)**

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1981,
Journal officiel du 18 février 1981)

AVENANT N° 42 DU 24 AOÛT 2005 (1)

NOR : AGRS0597183M

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 18 intitulé « Indemnité de départ à la retraite » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Il est alloué aux salariés mensualisés cessant toute activité rémunérée, à partir de 60 ans, une allocation de fin de carrière égale :

- à 0,5 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- à 1 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- à 1,5 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- à 2 mois de salaire après 25 ans d'ancienneté ;
- à 2,5 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

La rémunération brute moyenne des 12 derniers mois de travail effectif ou, selon la formule la plus avantageuse, des 3 derniers mois, sera prise en considération pour le calcul de cette indemnité (étant entendu que toute prime ou gratification de caractère annuel, qui aurait été versée au salarié pendant cette période de 3 mois, ne sera prise en compte que *pro rata temporis*).

L'indemnité n'est acquise que si le salarié respecte un préavis de 2 mois. Elle ne peut se cumuler avec toute autre indemnité de même nature (indemnité de licenciement).

Par exception, tout salarié mensualisé qui fera valoir volontairement ses droits à la retraite avant 60 ans bénéficiera de l'indemnité de départ en retraite dans les conditions fixées ci-après sous la double condition :

- d'avoir atteint l'âge de 56 ans au minimum ;
- et de pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein en réunissant suffisamment de trimestres validés et cotisés, ce qu'il devra justifier auprès de l'employeur.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Dans le cas de salariés employés qui ont été occupés à temps complet et à temps partiel dans la même entreprise, l'indemnité de départ à la retraite est calculée proportionnellement aux périodes d'emploi effectuées selon l'une ou l'autre de ces modalités. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui deviendra applicable le premier jour du trimestre suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

L'accord est remis à chacune des organisations signataires et 5 exemplaires signés sont déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loir-et-Cher.

Fait à Blois, le 24 août 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

Syndicat de salariés :

CGT.